

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

AP 07/04/1997

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER

Réf. à rappeler : DCVC-EIM-TN/FT-n°97-

Affaire suivie par : Mme NOURY.

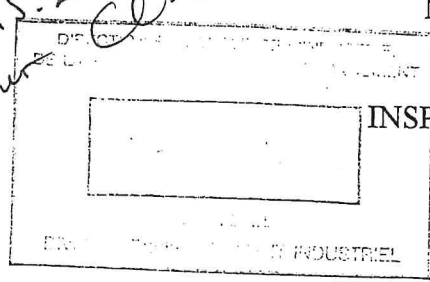
☎ 03.21.21.21.48

ARRAS, le 11 AVR. 1997

RECEVU
15 AVR

→ 1°) tampon redevance
2°) valait-il des annexes?
3°) boucler le dossier Prep AP
4°) Art 7.5.1.5.2 me oblige
5°) GC pour CL de cet Acte

OK.
non
OK.
→ DE



LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

à

MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL
DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

941, Rue Charles Bourseul

59508 - DOUAI CEDEX -

OBJET : Installations Classées -
Exploitation d'un établissement de production d'aliments secs pour animaux de compagnie par la Société PETFOOD à WIMILLE -

P. J. : Deux -

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, deux ampliations de mon arrêté du 7 avril 1997, autorisant la Société PETFOOD dont le siège social est Zone Industrielle de la Trésorerie, Rue Gutenberg à WIMILLE, à exploiter un établissement de production d'aliments secs pour animaux de compagnie, à cette adresse.

Vous voudrez bien, en temps utile, procéder à la visite de cet établissement, en vue de vérifier que les prescriptions imposées ont bien été réalisées, et me faire parvenir un procès-verbal de récolement.

Copie GS littoral
avec lex de l'AP -
Je

POUR LE PREFET,
LA DIRECTRICE DELEGUEE,

Maquill
Jacqueline ROUX.

14 AVR 1997
17 AVR. 1997

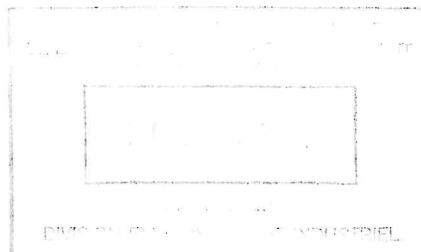
PIEB

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

7.4.97.
Notifié le ?
Mme Petit ne peut
pas l'avoir archivé

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
DAG-ENV-TN/FT-n°96-

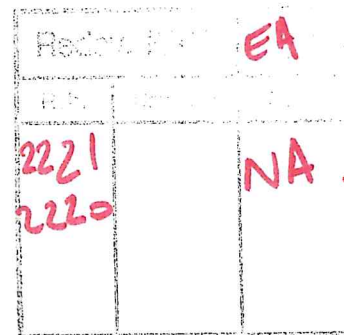


INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de WIMILLE

EXPLOITATION D' UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION
D' ALIMENTS SECS POUR ANIMAUX DE COMPAGNIE

ARRETE D' AUTORISATION



LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié et la nomenclature annexée à ce décret qui soumet cette installation à autorisation ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifié ;

VU la demande présentée par M. le Directeur de la Société PETFOOD dont le siège social est Zone Industrielle de la Trésorerie Rue Gutemberg à WIMILLE, à l'effet d'être autorisé à exploiter une usine de production d'aliments secs pour animaux de compagnie à cette adresse ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'arrêté de M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER en date du 17 février 1995 portant avis d'ouverture d'une enquête publique sur l'exploitation dont il s'agit ;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée ;

.../...

VU l'avis de M. le Commissaire-Enquêteur en date du 15 avril 1995 ;

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER en date du 20 avril 1995 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de WIMILLE en date du 24 mars 1995 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de WACQUINGHEN en date du 24 mars 1995 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 7 mars 1995 ;

VU les avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement en date des 15 mars 1995 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 14 mars 1995 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 2 août 1996 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22 mai 1996 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17 mars 1995 ;

VU l'avis de Melle le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau en date du 20 février 1995 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 27 septembre 1996 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 8 octobre 1996 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 10 décembre 1996 ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observations sur ce projet ;

VU l'arrêté préfectoral n°96-10-131 en date du 20 septembre 1996 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

.../...

ARRETE :**TITRE I - CONDITIONS GENERALES****Article 1 : Objet :****1-1 - Activités autorisées :**

La Société **CONTINENTALE PETFOOD**, dont le Siège Social est situé Z.I. de la Trésorerie à WIMILLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de WIMILLE les installations suivantes visées par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement:

<i>ACTIVITE</i>	<i>VOLUME DE L'ACTIVITE</i>	<i>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</i>	<i>REGIME</i>
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	144 vj	2220 /	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	120 vj	2221 /	A
Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel: 2 chaudières de 4,2 MW	8,4 MW	2910 /	D
Dépot de bois, papiers, cartons, polyéthylène	75 m³	1530 / 2662 /	NC
Installation de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, sans utilisation de fluide toxique: production d'air comprimé	15 kW	2920 /	NC
Silos de stockage de céréales et produits organiques dégageant des poussières inflammables - silos extérieurs : 640 m³ - silos matières premières : 600 m³ - silos produits finis : 200 m³	1440 m³	2160 /	NC
Atelier de charge d'accumulateurs	5 kW	2925 /	NC

Ces activités constituent une unité de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie d'une capacité annuelle de 80000 T de produits finis.

1-2 - Installations soumises à déclaration :

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les Installations Classées, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

Article 2 : Conditions générales de l'autorisation :**2-1 - Plans :**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2-2 - Intégration dans le paysage :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2-3 - Contrôles et analyses :

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2-4 - Contrôles inopinés :

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée est prélevée uniquement sur le réseau communal. La consommation annuelle n'excédera pas 50000 m³.

3.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

L'exploitant organise en réseaux séparés la distribution de l'eau destinée aux fonctions suivantes :

- fabrication,
- production de vapeur,
- fonction d'usages sanitaires (W.C., lave-mains, lavabos, cantines ou coins repas),
- lavages continus et discontinus des machines, et des locaux

Un code couleur sera défini et appliqué aux tuyaux distribuant l'eau selon les fonctions précitées.

3.3. - Relevé des prélèvements d'eau

3-3-1 - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3-3-2 - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué quotidiennement et inscrit dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

3-4 Comptages sur les réseaux fonctionnels de distribution :

Chaque tête de réseau sera équipée d'un compteur volumétrique relevé hebdomadairement.

Ce relevé sera inscrit dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

3.5. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

3-6 - Limitation de la consommation d'eau :

Le refroidissement des cuiseurs, des groupes frigorifiques et des compresseurs d'air par des circuits d'eau ouverts est interdit.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. - Réseaux de collecte

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.1.5 - Le sol des ateliers sera garni d'un revêtement imperméable et la pente en sera réglée de manière à conduire les eaux résiduaires et les eaux de lavage vers un orifice pourvu d'un siphon et raccordé à la canalisation souterraine. Cet orifice sera muni d'un panier grillagé ou de tout autre dispositif capable d'arrêter la progression des corps solides, ce dispositif sera boulonné dans le sol durant les périodes normales d'exploitation. Les eaux résiduaires et les eaux de lavage ne seront sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique.

5.1.6 - Le stockage et la manipulation de produits solides ou liquides susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement vers le dispositif de prétraitement des E.U.I. de l'établissement.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7 : REJETS

7.1. - Identification des effluents

7-1-1 - Eaux pluviales (E.P.T.) :

Seules les eaux de toitures sont considérées comme eaux pluviales.

7-1-2 - Eaux de ruissellement (E.P.R.) :

Les eaux pluviales de ruissellement proviennent des surfaces imperméables (aires de stationnement, voies d'accès...).

7-1-3 - Eaux provenant d'usages sanitaires (E.U.S.) :

Les eaux issues des locaux sanitaires : W.C., lavabos, éviers de cantines ou coins-repas, sont regroupées en un ou plusieurs collecteurs d'E.U.S. aménagés de façon à :

- ne collecter que les eaux ayant l'origine sus-indiquée,
- ne permettre aucun mélange avec des eaux pluviales ni avec des eaux usées industrielles,
- être raccordés sur l'égoût public eaux usées,
- comporter un regard visitable, accessible depuis le domaine public et permettant d'effectuer des prélèvements.

7-1-4 - Eaux de traitement des eaux de chaudière : (E.C.) :

Ces eaux sont collectées dans un stockage tampon dimensionné pour permettre les rejets dans les conditions précisées à l'article 7.5.1.4.

7-1-5 - Eaux usées industrielles (E.U.I.) :

Les eaux autres que citées aux articles 7-1-1, 7-1-2, 7-1-3 et 7-1-4 sont considérées comme E.U.I.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7-5 - Raccordements sur les égoûts publics :

7-5-1 - Localisation :

Le plan du rez-de-chaussée de l'établissement référencé PC n° 3 du 14.10.94 reprend le principe de raccordement des réseaux hydrauliques sur le domaine public.

7-5-1-1 - Eaux pluviales : (E.P.T.)

Les eaux pluviales de toiture rejoignent le réseau communal des eaux pluviales.

7-5-1-2 - Eaux de ruissellement (E.P.R)

Les eaux pluviales de ruissellement transitent par un séparateur débourbeur avant de rejoindre le réseau communal des eaux pluviales. Un regard permettant le prélèvement d'échantillons est aménagé en sortie du séparateur à hydrocarbures.

7-5-1-3 - Eaux usées sanitaires (E.U.S.) :

Elles sont raccordées au réseau des eaux usées communal qui rejoint la station d'épuration urbaine de WIMILLE.

7-5-1-4 - Eaux de traitement des eaux de chaudière :

Ces effluents repris du stockage-tampon prévu à l'article 7-1-4 sont rejetés dans le réseau des eaux usées communal, de façon continue et à débit lissé.

7-5-1-5 - Eaux usées industrielles :

Les E.U.I. sont collectées dans des cuves de stockage équipées d'un dispositif limiteur de remplissage et d'un moyen d'agitation.

Ces cuves doivent présenter par conception une sécurité renforcée destinée à protéger les eaux souterraines :

- soit en aérien : une cuve sur cuvette de rétention étanche de capacité supérieure ou égale à 100 % du volume de la plus grande cuve ; cette cuvette de rétention ne présente aucune possibilité de vidange gravitaire,

- soit sous le niveau du sol : une cuve double paroi avec dispositif de contrôle de l'espace annulaire entre les deux parois OU une cuve dans une fosse maçonnée étanche avec moyen de contrôle du point bas intérieur de la fosse maçonnée.

7-5-1-5-1 - Elimination

Les eaux usées sont transportées au sein de l'établissement Continentale de Nutrition, rue de Montebello à BOULOGNE-SUR-MER aux fins d'être incorporées au traitement des boues de celles-ci sous réserve que les prescriptions de rejet imposées à la Société Continentale de Nutrition continuent d'être respectées. Une convention est établie avec la Société Continentale de Nutrition.

7-5-1-5-2 - Qualification

L'exploitant établit un suivi qualitatif et quantitatif de ses E.U.I. afin d'évaluer les charges polluantes rejetées et d'étudier la mise en place d'un prétraitement interne à l'établissement. La mise en place du prétraitement devra être opérationnelle pour le 31.12.1996.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8-1 - Eaux pluviales de toitures et de ruissellement

Ces rejets ne doivent pas contenir plus de :

100 mg.l⁻¹ de MeS,
15 mg.l⁻¹ d'hydrocarbures,

Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

8-2 - Eaux de refroidissement et de traitement des eaux de chaudière :

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

Les purges de déconcentration de tels circuits et les eaux de traitement des eaux de chaudière peuvent être déversées à l'égout public sous réserve du respect des conditions définies ci-

dessous:

- MeS : ≤ 500 mg/l
- DCO : ≤ 900 mg/l
- DBO5 : ≤ 500 mg/l
- N global : ≤ 150 mg/l
- P total : ≤ 50 mg/l
- Chlorures: ≤ 50 mg/l
- 5,5 < pH < 8,5
- Température < 25° C
- Débit : continu et lissé 24h/24

8-3 - Conformité des rejets avec le règlement d'assainissement:

Les caractéristiques précitées des rejets et leurs conditions de contrôles ne préjugent pas des conditions que pourra imposer la commune d'implantation en application du règlement d'assainissement. Une convention de déversement sera établie avec le gestionnaire des réseaux.

Article 9 : Prévention de la pollution atmosphérique :

9-1 - Dispositions générales :

9-1-1 - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

9-1-2 - Odeurs :

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

9-1-3 - Voies de circulation :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

9-1-4 - Stockages :

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

9-2 - Conditions de rejet :

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront être collectés et évacués, après traitement par l'intermédiaire d'une cheminée. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44052.

Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention depuis l'extérieur à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

9-3 - Traitement des rejets atmosphériques :

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être contrôlés périodiquement avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

9-4 - Générateurs thermiques :

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20.06.75 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ainsi qu'à celles de l'arrêté type n° 153 bis joint au présent arrêté. Les dispositions du décret du 2 avril 1926 portant règlement des appareils à vapeur sont également applicables.

9-4-1 - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

Générateurs	Puissance thermique en MW	Combustible	Observations
n° 1	4,2	Gaz naturel	usage permanent
n° 2	4,2	Gaz naturel	usage permanent

9-4-2 - Cheminées des générateurs thermiques :

Les cheminées doivent satisfaire notamment à l'arrêté ministériel du 20.06.75.

Conduit	Hauteur (m)	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
n° 1	28	G1	4000	4
n° 2	28	G2	4000	4

Les points de rejet sont implantés conformément au plan joint au présent arrêté.

9-5-3 - Cheminées des installations de dépoussiérage:

Elles doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1.03.93 relatif aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

conduit	hauteur m	installation raccordée	débit nominal Nm ³ /h	vitesse d'éjection m/s
1	30	sécheur flocons	9600	8
2	30	broyeur	5100	5
3	30	sécheur extrudés	27600	8
4	30	transporteur extrudés	1800	5

9-5-4 - Concentration maximale en poussières :

La concentration maximale en poussières est fixée à 30 mg/Nm³, soit un flux horaire de 1,3 kg.

9-6 - Contrôles :

L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement par un organisme agréé par le Ministère de l'environnement.

Ces contrôles portent sur les rejets des cheminées des générateurs thermiques et de l'installation de dépoussiérage

Paramètres	Fréquence	
	G1 + G2	Dépoussiérage
Débit	annuelle	annuelle
O ₂	annuelle	
CO ₂	annuelle	
Poussières	annuelle	annuelle
SO ₂	annuelle	
NO _x	annuelle	

Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles est adressé sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

TITRE IV - BRUIT

Article 10 : Prévention du bruit et des vibrations :

10-1 - Construction et exploitation :

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 20.08.85 relatif aux bruits aériens émis dans l' environnement par les Installations Classées pour la Protection de l' Environnement,
- la circulaire du 23.07.86 relative aux vibrations mécaniques émises dans l' environnement par les Installations Classées pour la Protection de l' Environnement.

10-2 - Véhicules et engins :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent répondre aux exigences du décret n° 95.79 du 23.01.1995 et des textes pris pour son application.

10-3 - Appareils de communication :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10-4 - Niveaux acoustiques :

La situation sonore de l'établissement est conforme à l'arrêté du 20.08.85 modifié par l'arrêté du 1.03.93.

En limite de propriété, les valeurs des niveaux acoustiques admissibles sont :

- < 65 dB(A) en période diurne (6h30 à 21h30),
- < 55 dB(A) en période nocturne (21h30 à 6h30) et les dimanches et jours fériés.

De plus, l'émergence sonore générée par l'établissement doit rester :

- < 5 dB(A) en période diurne,
- < 3 dB(A) en période nocturne et les dimanches et jours fériés.

10-5 - Contrôles :

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'Installation Classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 11 :

11-1 - Généralités :

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le mode d'élimination, le transport et le tableau de bord interne des déchets.

Cette procédure est établie sous un mois et révisée ensuite pour :

- favoriser le recyclage des déchets par une séparation effective, depuis la source jusqu'au point d'enlèvement, des diverses variétés de déchets produits par l'établissement,
- tenir compte d'un enfouissement à terme strictement réservé aux déchets ultimes,
- privilégier les opérations de nettoyage, d'abord par tous moyens utiles à sec.

11-2 - Types de déchets - Déchets organiques :

11-2-1 - Types de déchets :

La nature et le volume des déchets produits sont tels que présentés dans le tableau ci-dessous :

REFERENCE NOMENCLATURE		NATURE DU DECHET	QUANTITE ANNUELLE PRODUITE
C	A		
321	131	Refus de fabrication	non déterminé
830	131)	
860	131) Emballages perdus	500 m ³
980	131)	

Ce tableau constitue la "situation de référence déchets" de l'établissement.

Les autres déchets, c'est-à-dire les déchets spéciaux, seront caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon la norme NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification sera renouvelée au moins tous les deux ans.

11-3 - Déchets d'emballage :

L'exploitant s'assure de leur valorisation dans des installations agréées :

- soit par ses propres moyens,
- soit en les cédant par contrat à des exploitants d'installations agréées,
- soit en les cédant par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré assurant leur transport.

11-4 : Elimination :

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une Installation Classée autorisée par ou déclarée à M. le Préfet à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Tout déchet sortant de l'établissement donne lieu à une opération de pesage.

Article 12 : Comptabilité - Autosurveillance :

Un registre est tenu sur lequel sont reportés ou dans lequel sont insérés les informations et documents suivants

- a) copie du présent chapitre à l'arrêté préfectoral,
- b) codification des déchets selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 16.05.85,
- c) description, origine, procédé générateur, quantités des déchets en tonnes,
- d) entreprises, transporteurs "agréés prenant en charge les déchets" au sens du décret n° 92.377 du 1.04.92,
- e) noms, adresses des centres d'élimination des déchets,
- f) bordereaux de suivi renseignés par l'éliminateur final pour les déchets spéciaux, selon spécimen en annexe 2,
- g) tableau de bord interne des déchets réalisé pour chaque semestre reprenant
 - ventilation des quantités produites selon les familles suivantes : huiles et lubrifiants usagés, emballages en papier carton et bois, emballages métalliques, emballages plastiques, produits finis ou en cours rebutés, déchets organiques,
 - les déchets spéciaux produits,
 - le tonnage de déchets destinés au recyclage,
 - le tonnage de produits finis fabriqués,
 - le tonnage d'emballages et suremballages accompagnant les produits finis fabriqués.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 13 :

Un bilan annuel consolidé des deux tableaux de bord semestriels cités à l'article 12 g) sera transmis avant fin février de l'année suivante à l'Inspecteur des Installations Classées accompagné d'une note du Chef d'Etablissement exposant :

- les résultats obtenus par actions menées auprès des fournisseurs et en interne afin de réduire le ratio :

tonnes de déchets produits par l'établissement
tonnes de produits finis fabriqués

- les résultats obtenus en interne ou auprès des clients afin de réduire le ratio :

tonnes d'emballages et suremballages
tonnes de produits finis fabriqués

- les actions prévues sur les deux thèmes précités pour l'année à venir,
- le coût des opérations effectuées sur les déchets : coûts externes et coûts internes.

TITRE VI - COMPRESSION D'AIR

Article 14 :

Les dispositions de l'arrêté-type n° 361 joint à la présente autorisation sont applicables aux installations concernées de l'établissement.

Article 15 :

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

TITRE VII - STOCKAGE DE MATERIAUX COMBUSTIBLES

Article 16 : Locaux de stockage d' emballages :

- 1°) Les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :
- parois coupe-feu de degré 2 heures,
 - couverture MO ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,
 - portes à rappel automatique en position fermée, pare-flammes de degré une heure ouvrant vers l'extérieur, équipées de barres anti-panique.
 - les gaines sont recoupées par des clapets coupe-feu.
- 2°) Si les locaux sont contigus à des propriétés appartenant à des tiers, ils sont séparés par des parois sans ouverture coupe-feu de degré 2 heures.
- 3°) Ces locaux ne doivent en aucun cas commander les dégagements de locaux habités ou occupés par des tiers ou par le personnel.
- 4°) Les stocks d' emballages, sont disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. Des passages suffisants, judicieusement répartis, sont aménagés.
- 5°) L'éclairage artificiel pourra être effectué par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, à l'exclusion de tout dispositif d'éclairage à feu nu.
- 6°) Si l'éclairage de l'atelier est assuré par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, ces lampes sont installées à poste fixe ; les lampes ne doivent pas être suspendues directement à bout de fils conducteurs ; l'emploi de lampes dites "baladeuses" est interdit.
- 7°) L'installation électrique, force et lumière, est établie selon les règles de l'art, sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits.
- 8°) L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
- 9°) Il existe un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs sont placés en dehors de l'atelier, sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompt le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail. Une ronde est effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction des lumières.
- 10°) Les locaux sont équipés d'une détection incendie couplée à une alarme sonore reportée dans un local occupé en permanence et à une alarme lumineuse située en façade de l'établissement.
- 11°) Les locaux sont pourvus de moyens de désenfumage (minimum 2 % de la surface horizontale des zones de stockage avec un minimum de 1 m² et proportionnelle au potentiel calorifique et à la hauteur de référence du bâtiment) mécanique dont la manœuvre est accessible depuis l'extérieur des locaux et asservie à la détection incendie.
- Le débouché à l'air libre du dispositif de désenfumage est situé à plus de 8 m de l'aplomb des limites de propriété.
- Des panneaux d'interdiction de fumer sont clairement affichés à l'entrée des locaux.
- 12°) Les locaux sont pourvus d'extincteurs dont le nombre, la capacité et l'implantation est établie en accord avec les services d'incendie et de secours. Cet accord est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le délai de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- 13 °) Le local d'emballage est équipé d'une issue de secours donnant vers l'extérieur.

TITRE VIII - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Article 17 :

Les prescriptions de l'arrêté-type n° 3 joint au présent arrêté sont intégralement applicables à cet atelier unique non surmonté d'étage.

17-1 - Le sol de cet atelier forme une cuvette de rétention étanche capable de retenir les liquides éventuellement répandus.

17-2 - Le nettoyage du sol de cet atelier s'effectue à sec.

TITRE IX - SILOS DE STOCKAGE

Article 18 :

Les prescriptions de l'arrêté-type 376 bis joint au présent arrêté sont intégralement applicables.

Article 19 :

Le volume de stockage de matières est limité à 1 440 m³ en silos ou cellules de stockage.

Article 20 : Sécurité :

20-1 - Organisation générale :

20-1-1 - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des équipements et informations importants pour la sécurité. Seront en particulier disponibles les documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'établissement : fiches de données de sécurité prévues par le Code du Travail.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

l'exploitant établit et affiche dans les différents locaux les consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, personne chargée de guider les pompiers...).

Les issues de l'établissement sont maintenues libres de tout encombrement. Les cheminements d'évacuation du personnel sont matérialisés et maintenus constamment dégagés.

L'exploitant met en place un éclairage de sécurité de balisage.

Le contournement des bâtiments est assuré par une voie engins ayant les caractéristiques suivantes:

- longueur: 100 % du périmètre;
- largeur ≥ 3 m;
- force portante 130 kN;
- rayon de braquage intérieur dans les virages ≥ 11 m;
- surlargeur S dans les virages: $S = 15 / R$ pour les virages de rayon < 50 m.

Le désenfumage des bâtiments doit être cohérent avec la nature de l'activité. La surface des sections d'évacuation des fumées doit être supérieure au centième de la superficie du local desservi avec un minimum de 1 m².

20-1-2 - Règles d'exploitation :

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

20-1-3 - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une année.

20-1-4 - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

20-2 - ateliers exposés aux poussières:

20-2-1 Conception des installations:

Les toitures et couvertures des ateliers exposés aux poussières sont réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

L'usage de matériaux combustibles dans ces locaux doit être limité. Le degré de stabilité au feu des parois séparant les ateliers voisins est de 1 heure minimum.

L'escalier d'accès aux différents niveaux de la tour de production est extérieur et de structure indépendante à cette dernière, et séparé des bâtiments par des parois de degré coupe-feu 2 heures.

Les locaux sont conçus de manière à éviter le nombre de pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales, revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

Les communications entre les ateliers doivent être limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passages des transporteurs, canalisations... doivent être aussi réduites que possible.

Les ateliers où il est procédé à des manipulations de produits sont extérieurs aux capacités de stockage et séparés de ces dernières par des parois coupe feu 1h. Il en est de même pour les ateliers contenant du personnel occupé à diverses manipulations.

20-2-2 Limitation des émissions de poussières à l'intérieur des installations:

Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus pour limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

Les poussières sont captées à la source à leur point d'émission. Les sources émettrices de poussières sont capotées et munies de dispositifs d'aspiration et de canalisations de l'air poussiéreux.

Cet air est dépoussiéré dans les conditions prévues à l'article 9.

Les transporteurs sont capotés.

20-2-3 Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées pour éviter la création d'une atmosphère explosive. Elles sont régulièrement nettoyées.

Les consignes de sécurité à respecter à ces postes sont précisées par l'exploitant.

20-2-4 Nettoyage des locaux

Tous les locaux sont régulièrement débarrassés des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines. La fréquence de nettoyage est fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité maximale de poussières fines déposée sur le sol ne doit pas être supérieure à 15 g/m².

Le nettoyage des ateliers sera partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières. L'usage de l'air comprimé est interdit pour le nettoyage.

20-2-5 Prévention des risques d'incendie et d'explosion:

Les matières premières mises en œuvre sont débarrassées avant traitement des corps étrangers (pierres, métaux...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

Aucun feu nu, point chaud, ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté même exceptionnellement dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soit en marche ou à l'arrêt en dehors des conditions prévues à l'article 20-6.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistant aux chocs.

Les installations de compression sont installées dans des locaux isolés, réservés à cet effet et étanches aux poussières. L'utilisation de l'air comprimé fait l'objet de consignes de sécurité particulières.

20-2-6 Surveillance des conditions de stockage.

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silos n'entraîne pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits dans les cellules est contrôlée périodiquement.

20-2-7 Prévention des dysfonctionnements

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières; ils sont convenablement vérifiés et lubrifiés.

Les organes mobiles susceptibles de subir des échauffements sont contrôlés périodiquement. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Cette détection entraîne la mise en service d'une alarme sonore et visuelle reportée dans un local occupé en permanence.

20-2-8 Installations électriques:

Le matériel électrique basse tension doit être conforme à la norme NF C 15-100.

Le matériel électrique haute tension doit être conforme aux normes NF C 13-100 et 13-200.

Le matériel électrique est au moins du type IP 6.

Les appareils et masses métalliques exposés aux poussières sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être suffisamment conducteurs pour éviter toute accumulation de charge électrostatiques.

La mise à la terre sera unique et réalisée selon les règles de l'art; elle sera distincte de celle du paratonnerre. La valeur des résistances de terre est vérifiée périodiquement et doit être conforme aux normes en vigueur.

20-3 - Alimentation électrique de l'établissement :

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

20-4 - Sûreté du matériel électrique :

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31.03.80 (J.O. - N.C. du 30.04.80) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dangereuses de l'établissement. Les locaux exposés aux poussières sont classés en zone dangereux de type 1. Ces zones dangereuses doivent être reportées sur un plan d'ensemble de l'usine.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

L'exploitant fait procéder, par un organisme agréé, à la vérification initiale de la conformité de ses matériels électriques aux dispositions de l'arrêté du 31.03.1980. Ce rapport de vérification est transmis sous trois à compter de la notification du présent arrêté à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées les rapports annuels de vérification des installations électriques ainsi que les justificatifs des mesures correctives engagées à l'issue de ces rapports.

20-5 - Accès :

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

20-6 - Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par une personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et joint au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières.

Des visites de contrôle sont effectuées après toute intervention.

Article 21 : Mesures de prévention et de protection contre l'incendie :

Le local de stockage de produits finis est découpé en deux cantons de desenfumage d'une superficie à peu près équivalente.

Les commandes de desenfumage sont ramenées à proximité des issues.

La cloison qui sépare le bureau de contrôle de la tour de production est un mur de maçonnerie coupe-feu 2 heures. Les murs de maçonnerie dépassent en toiture de 1 m, ou cette toiture est pare flamme 1/2 heure sur une largeur de 4 mètres. De même, les façades de la tour surplombant le local conditionnement et le stockage MP sont coupe feu 2 heures sur une hauteur de 2 m. à partir de la ligne d'héberge.

Les dispositifs de coupure d'énergie sont aisément accessibles et signalés de façon visible en permanence.

Le desenfumage des bâtiments doit être cohérent avec la nature de l'activité. La surface utile d'ouverture des exutoires doit être proportionnelle au potentiel calorifique et à la hauteur de référence du bâtiment.

L'exploitant justifiera dans un délai de un mois de l'accord des Services Départementaux d'Incendie sur ces dispositions.

21-1 - Moyens de secours :

L'exploitant est tenu de :

- définir sous un mois plus particulièrement les dispositions de détection, protection et intervention incendie aux points de stockage des matières inflammables (nobles ou déchets),

- placer l'ensemble du matériel d'extinction sous contrat d'entretien annuel,

- désigner les équipes de sécurité formées à l'emploi et au maniement de ce matériel et plus généralement d'établir et installer les moyens de lutte incendie et consignes prévus aux articles R 233-38 à R 233-41 du Code du Travail.

- assurer la défense contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer durant 2 heures d'un débit d'extinction de 180 m³/h dans un rayon de 150 m par les voies carrossables, mais à plus de 30 m du risque à défendre. Cette prescription doit être satisfaite

par:

- . soit la mise en place de 3 poteaux incendie de 100 mm normalisés, capables d'assurer simultanément un débit de 60 m³/h chacun pendant deux heures sous une charge restante de 1 bar., soit une réserve d'eaux incendie conforme réalisée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951

- . soit la combinaison des deux solutions précédentes.

L'exploitant justifiera dans le même délai de l'accord des Services Départementaux d'Incendie sur ces dispositions.

21-2 - Signalisation :

La norme NFX 08003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité sera appliquée conformément à l'arrêté du 4.08.82 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
- des stockages présentant des risques,
- des locaux à risques,
- des boutons d'arrêt d'urgence,

afin de signaler également :

- la conduite à tenir en cas de sinistre,
- les modalités de déclenchement d'alarme et d'alerte,
- les numéros d'appel des secours publics,
- l'emplacement du téléphone le plus proche.

Article 22 : Equipements désaffectés et produits consommables périmés :

L'exploitant procédera une fois par an au minimum au démontage, enlèvement et élimination des équipements désaffectés et des matériels et produits devenus obsolètes ou dont l'identification ou l'usage ne peut plus être établi avec certitude.

Article 23 : Situations d'accident et incident :

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets sur l'environnement et sur son personnel.

Les rapports d'incidents et accidents seront systématiquement transmis à l'Inspecteur des Installations Classées et, le cas échéant, au service chargé de la Police des Eaux en cas de rejet au milieu naturel.

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets sur l'environnement et sur son personnel.

Les rapports d'incidents et accidents seront systématiquement transmis à l'Inspecteur des Installations Classées et le cas échéant au service chargé de la Police des Eaux en cas de rejet au milieu naturel.

TITRE IX - PRESCRIPTIONS AUTRES

Article 24 :

L'exploitant fournit dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'accord de l'Inspection du Travail sur toutes les dispositions et aménagements de construction modifiés pour tenir compte de l'avis émis par ce service le 15 février 1995 et transmis à l'exploitant par la D.R.I.R.E..

Article 25 :

L'exploitant doit respecter les prescriptions des articles 143 A et 144 du règlement sanitaire départemental.

L'exploitant fournit dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'accord de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sur toutes les dispositions et aménagements de construction modifiés pour tenir compte de l'avis émis par ce service le 16 Février 1995 et transmis à l'exploitant par la D.R.I.R.E..

Article 26 : Nuisibles :

Toutes dispositions efficaces seront prises en permanence pour empêcher l'introduction et la prolifération des insectes et des rongeurs et pour en assurer la destruction. Conformément aux articles L626 et R5149 et suivant du code de la santé publique, ce programme de lutte contre les rongeurs doit être fourni à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 27 : Propreté :

Tous les abords de l'établissement et zones de stationnement et évolution des véhicules et engins associés à ces activités seront régulièrement balayés et entretenus. Les parois et issues de l'établissement seront régulièrement entretenues.

Article 28 : Registre :

Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant ouvrira un registre regroupant les chapitres suivants :

- 1- un exemplaire de la demande d'autorisation et ses annexes,
- 2- un exemplaire du présent arrêté avec copies des plans cités à l'article 2-1,
- 3- un exemplaire de la convention de déversement à passer avec la commune de WIMILLE (article 8-4),
- 4- Eaux - réseaux :
 - un plan des réseaux distribuant l'eau dans l'établissement (article 4-2), étage par étage,
 - un plan de récolement de la collecte des eaux de toiture (article 7-1-1) et des eaux usées sanitaires (article 7-1-3), jusqu'aux branchements sur égoûts publics,
- 6- Eaux usées, prétraitement :
 - plans relatifs aux installations de prétraitement et aux raccordements des appareils et annexes,
 - relevés hebdomadaires des compteurs et sous-compteurs d'eau potable,
 - résultats des contrôles des rejets liquides de toutes natures de l'établissement, effectués sur demande quelconque : Agence de l'Eau, Commune, D.R.I.R.E.,...
- 7- Déchets :
 - documents listés à l'article 12.
- 8 - Sécurité :
 - documents prévus à l'article 20.1.2,
 - plan des zones dangereuses visées à l'article 20-4,
 - rapports de contrôles des installations électriques : article 20-4
 - accord des services d'incendie et de secours: article 21.1

Article 29 : Prescriptions diverses :

29-1 - Accident - Incident :

L'exploitant sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations qui serait de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19.07.76 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Dans un délai de 15 jours suivant les faits, l'exploitant adressera à l'Inspecteur un rapport comprenant

- la description de cet accident ou incident,
- ses conséquences,
- les mesures prises pour revenir à une situation normale,
- ses origines et les mesures prises pour qu'il ne se reproduise plus.

29-2 - Modification - Transfert :

Toute modification apportée par l'exploitant à une des unités de son établissement, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle autorisation.

29-3 - Changement d'exploitant :

En cas de changement d'exploitant, celui-ci devra en informer le Préfet dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation, même s'il ne s'agit que d'un changement de raison sociale.

29-4 - Cessation d'activité :

L'arrêt d'exploitation devra être notifié au Préfet au moins un mois avant sa date effective

L'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19.07.76 susvisée.

Si l'une des activités reprises à l'article 1er du présent arrêté n'était pas exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure, la présente autorisation cesserait de produire effet pour cette activité et l'exploitant serait tenu de se conformer aux prescriptions de l'alinéa précédent.

29-5 - Prescriptions complémentaires :

Des prescriptions complémentaires pourront à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21.09.77.

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à cet effet.

29-6 - Annulation :

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

29-7 - Date d'application des prescriptions du présent arrêté :

La date d'application des dispositions du présent arrêté est celle du jour de notification de l'arrêté, sauf stipulation contraire explicitée dans un (des) article(s) particulier(s).

29-8 - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976).

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 30 : - Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie de WIMILLE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimale d'un mois par M. le Maire de WIMILLE et à titre définitif dans l'établissement par l'exploitant.

Un avis faisant connaître que l'autorisation a été accordée sera publié aux frais de M. le Directeur de la Société PETFOOD dans deux journaux diffusés sur l'ensemble du département.

Article 31 : - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la Société PETFOOD et au Maire de la commune de WIMILLE.

ARRAS, le 7 avril 1997


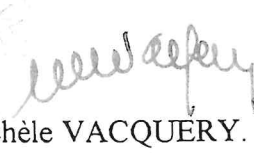
POUR LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,

signé : Philippe CHERVET.

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la Société PETFOOD
Zone Industrielle de la Trésorerie, Rue Gutemberg
à WIMILLE
- M. le Maire de WIMILLE
- M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-sur-MER
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
Inspecteur des Installations Classées à DOUAI
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt à ARRAS
- M. le Directeur départemental de l'Equipement à ARRAS
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à ARRAS
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours à ARRAS
- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation
Professionnelle à ARRAS
- M. le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau à ARRAS
- M. le Directeur Régional de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono

POUR LE PREFET,
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,



Michèle VACQUERY.